

## Annexe

### Section I

Le Gouvernement de Sa Majesté Le Roi du Maroc accorde au Gouvernement de la République Fédérative du Brésil le droit de faire assurer par une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées par lui, des services aériens sur les routes mentionnées au tableau II ci-annexé.

### Section II

Le Gouvernement de La République Fédérative du Brésil accorde au Gouvernement de Sa Majesté Le Roi du Maroc le droit de faire assurer par une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées par lui, des services aériens sur les routes mentionnées au tableau I ci-annexé.

### Section III

L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par chacune des parties contractantes dans les conditions fixées à l'accord et à la présente annexe, jouiront sur le territoire de l'autre partie contractante, sur chaque itinéraire décrit aux tableaux ci-annexés, du droit de survoler ce territoire sans y atterrir, atterrir pour des raisons non commerciales aux aéroports ouverts au trafic international, ainsi que du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux points mentionnés dans lesdits tableaux.

### Section IV

- a) La capacité de transport offerte par les entreprises de transport aérien des deux parties contractantes devra être étroitement adaptée à la demande du trafic.
- b) Les entreprises de transport aérien désignées par les deux parties contractantes doivent être assurées d'un traitement juste et équitable afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.
- c) Les entreprises de transport aérien désignées par les deux parties contractantes devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.
- d) Les services agréés auront pour objet essentiel d'offrir une capacité correspondant à la demande du trafic entre le pays dont ressort l'entreprise et les pays de destination.
- e) Le droit pour les entreprises de transport aérien désignées d'embarquer et de débarquer aux points et sur les routes spécifiées du trafic international à destination ou en provenance de pays tiers sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné du transport aérien, affirmés par les deux parties contractantes et dans des conditions telles que la capacité soit adaptée :
  - 1. à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination,
  - 2. aux exigences d'une exploitation économique des services long-courrier, et
  - 3. à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux.

### Section V

Les autorités aéronautiques de chacune des parties contractantes ou leur (s) entreprise (s) aérienne (s) désignée (s) remettront aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante, sur leur demande, des rapports statistiques, contenant toutes les données nécessaires pour déterminer le volume ainsi que l'origine et la destination du trafic sur les services agréés.

## Section VI

1. Les tarifs qui seront perçus par les entreprises aériennes désignées de l'une des parties contractantes, en vue du transport de passagers et de marchandises, en provenance ou à destination
2. du territoire de l'autre partie contractante, seront fixés à des taux raisonnables, compte tenu de tous les facteurs primordiaux, notamment du coût d'exploitation, des caractéristiques des services, d'un bénéfice raisonnable ainsi que des tarifs des autres entreprises aériennes.
3. Les tarifs faisant l'objet du paragraphe 1 de la présente section, ainsi que les taux de commission d'agence applicables seront fixés, si possible, par accord entre les entreprises aériennes intéressées désignées par les deux parties contractantes, et après consultation des autres entreprises aériennes qui exploitent toute ou partie de la route ; cet accord doit, si possible, être réalisé au moyen du mécanisme tarifaire de l'Association du Transport aérien International.
4. Les tarifs ainsi établis seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des parties contractantes trente (30) jours, au moins, avant la date prévue pour leur application ; dans certains cas cette période pourra être réduite sous réserve de l'accord desdites autorités.
5. Si les entreprises aériennes désignées ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur l'un quelconque de ces tarifs ou si pour autre motif, l'un quelconque de ces tarifs ne pouvait être fixé dans les conditions prévues au paragraphe 2 de la présente section, ou si durant les quinze (15) premiers jours de la période de trente (30) jours mentionnés au paragraphe 3 de la présente section, l'une quelconque des parties contractantes notifiait à l'autre son désaccord sur l'un quelconque des tarifs fixés conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente section, les autorités aéronautiques des parties contractantes devront fixer par accord entre elles le tarif en question.
6. Les tarifs fixés conformément aux dispositions de la présente section resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs aient été fixés selon les mêmes dispositions.

## Section VII

Les horaires doivent indiquer le type, le modèle et l'aménagement des aéronefs utilisés, ainsi que la fréquence des services et les escales. Ces horaires doivent être soumis par les entreprises aériennes de chaque partie contractante aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante trente (30) jours au moins avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Ces horaires seront approuvés dans le délai ci-dessus, à moins qu'ils ne comportent un changement d'escale ou de capacité contraire aux dispositions de la présente annexe.

## Section VIII

1. Les modifications des routes ci-annexées ne seront pas soumises à l'accord préalable des parties contractantes, mais feront seulement l'objet d'une notification par les autorités aéronautiques d'une partie aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante quand il s'agit de :

- a) Inclusion ou suppression de points d'escale sur le territoire de la partie contractante qui désigne l'entreprise aérienne ;
  - b) omission d'escales sur le territoire de pays tiers
2. La modification des routes agréées par l'inclusion d'un point d'escale non prévu au tableau des routes et situé hors du territoire de la partie contractante qui désigne l'entreprise aérienne est soumise à l'accord préalable des autorités aéronautiques des deux parties.

#### Tableau de routes

Maroc :

Points au Maroc

Dakar et/ou 1 point en Afrique Centrale

Rio de Janeiro et/ou Sao Paulo

Montevideo et/ou

Buenos Aires et/ou

Santiago du Chili

Brésil :

Points au Brésil

1 point en Afrique Centrale et/ou

1 point en Afrique Occidentale

Casablanca et/ou Rabat

Zurich et /ou

Frankfurt et/ou Copenhague

#### Protocole d'accord

Au cours des négociations aéronautiques qui ont abouti ce jour à la mise au point de l'accord aérien entre la République Fédérative du Brésil et le Royaume du Maroc, les chefs de délégations des deux parties contractantes sont convenus des points ci-après :

- 1) Pour commencer, les entreprises désignées de chaque partie contractante ont le droit d'exploiter, sur les routes spécifiées, un maximum de trois (3) fréquences par semaine dans chaque sens. Toute augmentation de la capacité ou de fréquence devra être agréée par les autorités aéronautiques respectives. Toutefois, les entreprises désignées pourront se mettre d'accord sur les modifications susvisées qu'elles soumettront à leurs autorités aéronautiques respectives.
- 2) Nonobstant les dispositions de l'article 3 relatives à l'utilisation d'équipages étrangers, l'entreprise désignée par le Royaume du Maroc pourra utiliser de tels équipages. Dans ce cas, elle soumettra aux autorités aéronautiques du Brésil la liste de ces équipages. Cette liste mentionnera : le nom, la nationalité, la fonction, le type et le numéro de licence, ainsi que l'organisme qui l'a délivré. Ces équipages pourront exercer leurs fonctions sur les routes spécifiées dès que les autorités aéronautiques du Brésil auront notifié leur accord. Les mêmes dispositions seront appliquées aux équipages étrangers utilisés par l'entreprise désignée par le Gouvernement du Brésil.

3) Le transfert de l'excédent des recettes sur les dépenses sera fait conformément aux règlements de change en vigueur sur le territoire de chaque partie contractante, qui accordera dans ce cas les facilités nécessaires.